

SELON SON AVOCAT

# Khalifa ne fera aucune révélation

**Ouverture hier du procès de la caisse principale de Khalifa Bank et de celui de Abdelmoumène Khalifa. Les deux affaires ont fait l'objet d'une jonction. En guet-star, l'ancien goldenboy, méconnaissable. Amaigri, crâne rasé, Abdelmoumène Khalifa était, hier, dans le box des accusés aux côtés des vingt autres accusés en détention. Il est défendu par deux avocats qui se sont livrés à une bataille de procédures pour faire reporter le procès. C'était compter sans la détermination du président de la cour qui a accéléré les procédures. Ce matin, l'audience reprendra avec l'audition de Abdelmoumène Khalifa. Ce dernier a choisi une ligne de défense : nier en bloc toutes les accusations dont il fait l'objet.**

**Nawal Imés- Alger (Le Soir)-** C'est un Abdelmoumène Khalifa, amaigri, méconnaissable, crâne rasé qui s'est présenté au tribunal criminel près la cour de Blida. L'assistance a eu du mal à reconnaître l'homme qui semble avoir pris dix ans d'âge et perdu beaucoup de poids.

Paraissant détendu, Khalifa, costume sombre et chemise blanche, souriait souvent, notamment à la vue de témoins ou d'accusés qu'il semblait reconnaître. Il était neuf heures tapantes lorsque le président de la cour annonçait l'ouverture du procès, appelant les accusés un à un. Il commencera par appeler Abdelmoumène Khalifa qui répondra «présent» d'une voix tout juste audible.

Le président du tribunal doit le rappeler à l'ordre pour lui demander de parler à voix plus haute. Abdelmoumène Khalifa est défendu par deux avocats. Il s'agit de Lazzar Nacereddine et Merouane Medjhoua. Ce dernier, âgé de 44 ans, ne semblait nullement impressionné par la nature du dossier. Il affirme que la stratégie de défense de son client est clair : Abdelmoumène Khalifa , dit-il, a l'intention de nier toutes les accusations qui lui sont attribuées. Il affirme également que sa ligne de défense ne sera pas celle que tout le monde espère, à savoir livrer des noms de hauts responsables politiques. Il restera, selon son avocat, sur le strict terrain du juridique.

Il dévoilera une partie de sa stratégie de défense en affirmant que le liquidateur de la

Khalifa Bank n'avait toujours pas remis son rapport. Comment, dit-il, peut-on alors conclure à une banqueroute ? Merouane Medjhoua est formel. Pour lui «l'ascension spectaculaire de Khalifa avait été voulue et même encouragée parce que l'Algérie traversait une période difficile avec le terrorisme. Le pays avait besoin de donner une bonne image mais dès que l'Algérie allait mieux, les banques étrangères commençaient à s'intéresser à l'Algérie, il devenait gênant». Son client compte-t-il citer des noms d'hommes politiques ? Non, répond-t-il . A-t-il subi des pressions pour ne pas le faire ? Non plus, ajoute le jeune avocat qui confirme que Khalifa est prêt «à parler» et qu'il est «rentré en Algérie de son propre gré parce qu'il aurait pu saisir une cour internationale».

Interrogé sur l'état physique de son client qui a suscité beaucoup d'interrogations, l'avocat répond que Khalifa était rentré dans cet état de son exil et que cela n'avait aucun lien avec ses conditions de détention à El Harrach qui sont bonnes».

## Bataille de procédures

Coup de théâtre aux alentours de quinze heures. Alors que tout laissait supposer que le procès allait se tenir, Maître Lazzar Nacereddine, avocat de Abdelmoumène Khalifa engage une bataille de procédures.

D'emblée, il dira au président de la cour que toutes les dispositions ayant précédé l'au-



Ph. Samir Sid

dience étaient entachées de vices de forme. Son client, dit-il, n'a pas été entendu par un juge d'instruction, ce qui constitue selon lui une violation de l'article 166 du code de procédures pénales.

L'avocat ne s'arrête pas en si bon chemin : il reproche au président de la cour d'avoir auditionné Abdelmoumène Khalifa en date du 6 avril dernier et s'interroge sur la qualification de cette audition. S'il s'agissait d'une enquête complémentaire, dit-il, le juge qui présidait l'audience ne devait pas le faire, car cela, estime-t-il, constitue une «violation du principe de séparation des juridictions». Il en conclut que toutes les procédures ayant précédé l'audience étaient «nulles et non avenues».

Maître Lazzar ajoute qu'il était contraint de demander le report du procès et de se retirer de l'audience car ne pouvant «cautionner» une telle démarche. Des arguments qui ont laissé de marbre le procureur général qui, sur un ton ironique, a fait savoir que cette demande était une première dans les annales de la justice et qu'il n'y avait pas de contradiction ni de violation de procédures.

Le procureur général estime, en effet, que le contumace n'avait pas droit d'exiger d'être entendu par un juge d'instruction. Il a donc

considéré comme non recevable la demande de la défense. Après délibération, le président du tribunal a décidé de ne pas accepter les demandes de la défense.

## Les ministres manquent à l'appel

Plus tôt dans la matinée, le président de la cour entamait l'appel des parties civiles. Figurent sur la longue liste des 133 personnes et entreprises, beaucoup d'organismes publics.

Les OPGI, les EPLF, les entreprises portuaires, les caisses de Sécurité sociale, les mutuelles, l'ONPS et l'Etablissement de navigation aérienne pour ne citer que ces derniers. Une heure plus tard, c'est au tour des témoins d'être appelés. Parmi d'illustres inconnus figurent des ministres en fonction et d'autres qui ne le sont plus. Sont appelés par le juge, Karim Djoudi, Mohamed Djellab, actuel ministre des Finances et ancien administrateur de Khalifa Bank, Bouterfa Noureddine, le directeur général de Sonelgaz, Abdelmadjid Tebboune, Mohamed Laksaci, Boudjerra Soltani, Sidi Saïd, Mohamed Raouraoua tous absents. Des personnalités du monde du football sont également appelées par le juge à l'image de Belloumi absent ou de Hannachi qui a fait le déplacement. Dès les premières heures de la journée, les avocats étaient unanimes sur le déroulement du procès. Ils étaient tous persuadés que le président de la cour était bien décidé à ne pas renvoyer l'affaire. C'est le cas de Merouane Medjhoua, l'avocat de Khalifa qui affirme que le juge est bien décidé à «aller vite».

C'est aux alentours de 15 heures 30 que le tribunal entame le tirage au sort en vue de désigner les jurés, donnant le coup d'envoi du procès. Le greffier entamera alors la lecture d'un épais arrêt de renvoi. La lecture des 256 pages nécessitera plusieurs heures. Ce matin, l'audience reprendra avec l'audition très attendue de Abdelmoumène Khalifa.

N. I.

## POUR SON DÉPLACEMENT À LA COUR DE BLIDA

### Deux convois pour la sécurité de Abdelmoumène Khalifa

Abdelmoumène Khalifa a été déplacé, hier, de la prison de Blida à la cour de justice de la même ville, sous très haute sécurité puisque son transport s'est effectué à bord de plusieurs véhicules de gendarmerie, équipés de moyens très sophistiqués en matière de transmission et d'armement assurés par des gendarmes entraînés dans la protection des hommes et des biens ainsi que dans l'intervention rapide. Ainsi, sept véhicules de type 4x4 et un fourgon blindé à bord duquel était Abdelmoumène Khalifa, ont sillonné hier, les principales rues jusqu'à la cour de justice. Pour les autres prévenus, un bus était réservé à cet effet, lequel était escorté par six véhicules de la police.

M. B.

## Six chaînes étrangères pour la couverture du procès

Tout semble croire que le procès de l'affaire dite Khalifa intéresse l'opinion internationale étant donné que six chaînes venues de plusieurs pays arabes et européennes étaient présentes, hier, à la cour de justice de Blida. Parmi ces chaînes, citons celles d'El Arabia, France 24, l'Irakienne et une chaîne saoudienne entre autres.

En sus de ces chaînes étrangères, des dizaines de chaînes algériennes étaient également présentes pour la couverture de l'évènement. A noter que lors de cette première journée du procès, la cour de Blida était sous haute surveillance aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur puisque toute personne n'ayant pas de relation avec le procès était interdite d'accès.

M. B.

## AFFAIRE OULTACHE

### Le procès renvoyé au 20 mai prochain

Le procès intenté contre Chouaïb Oultache, ancien haut responsable à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et ses 24 complices pour divers délits liés à des malversations, trafics d'influence, passations douteuses de marchés publics et corruption devait s'ouvrir ce lundi 4 mai au tribunal correctionnel de la cour de Boumerdès. Mais le principal accusé Oultache, écroué à la prison d'El Harrach (Alger) n'a pas fait l'objet de procédure de transfert vers la prison de Tidjelabine dans la daïra de Boumerdès.

Hier, il était 12 heures 45 lorsque le collectif des avocats constatant que leur mandant n'était pas encore arrivé dans la circonscription judiciaire de Boumerdès, se sont consultés avant d'aller voir le président de la cour.

Ce dernier a demandé aux avocats de patienter encore une heure. Une fois le principal prévenu sur place, la séance sera ouverte pour renvoyer, pour la troisième fois, le procès. Effectivement à 13 heures 40 le président a ouvert la séance. Le greffier fait l'appel des accusés et des témoins. Certains étaient absents et d'autres n'ayant pas entamé l'exécution de leur peine étaient encore libres. Seul Oultache était dans le box des accusés. A l'issue de cette séance, le président du tribunal a renvoyé le procès à la date du 20 mai prochain.

Abachi L.

## AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

### La défense évoque les dysfonctionnements du système

**«Ce dossier ne sert ni notre pays ni notre économie». M<sup>e</sup> Miloud Brahimi, considéré avec M<sup>e</sup> Belarif comme les doyens des avocats ayant assuré la défense des 16 personnes mises en cause dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, a appelé à «l'indulgence», à la «sagesse» mais «surtout à la clairvoyance» du président du tribunal criminel. Ce dernier, après avoir entendu pour la dernière fois les mis en cause, annonce que «le verdict sera prononcé jeudi prochain».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** C'est à 19 heures précises, que le président du tribunal criminel a levé l'audience, fixant rendez-vous à jeudi prochain à toutes les parties concernées par cette affaire. Dans trois jours, les mis en cause poursuivis dans ce procès seront définitivement fixés sur la suite que la justice leur réservera.

D'ailleurs, pour leur dernière intervention devant le président Tayeb Hellali qui les a invités à dire le dernier mot, les 16 inculpés ont plaidé «non coupable» et ont tous demandé la «relaxe». Avant la fin des débats, le parquet a insisté pour prendre la parole et a fini par faire ses observations après avoir lu au juge un article de loi lui garantissant ce droit.

La dernière intervention du ministère public a suscité la réaction de la défense, puisque l'avocat de l'ex-secrétaire général du ministère des Travaux publics, M<sup>e</sup> Miloud Brahimi, a pris la parole en indiquant que les «réquisitions» du procureur général n'avaient aucun sens, critiquant au passage la détention des prévenus. Il a expliqué que ces dossiers relevaient plus des «dysfonctionnements internes du système» que d'une véritable recherche d'une solution à la corruption. Il est à noter que le tribunal criminel doit répondre à 130 questions relatives aux chefs d'inculpation retenues contre les accusés, dont «association de malfaiteurs, trafic d'influence, corruption et blanchiment d'argent».

Il est à signaler également que chacun des prévenus avaient eu la possibilité de dire un dernier mot et même plus à l'image du principal accusé selon l'arrêt de renvoi. Celui-ci a été le premier à avoir pris la parole en précisant que «le dossier était construit sur du mensonge». Des représentants des sociétés étrangères avaient également intervenu pour la dernière fois en demandant la relaxe, en précisant qu'ils avaient «confiance en la justice algérienne».

Pour rappel, le procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest avait été reporté à deux reprises avant qu'il ne se tienne le 26 avril dernier. Pour la dernière fois, il a été reporté suite au retrait des avocats du principal mis en cause M. Chani Medjdoub.

A. B.